



Participants : Organisations syndicales Représentatives :
CFDT CGT, SUD, FO

Pour L'Organisation patronale : NEXEM

Ordre du Jour :

Approbation des PV.
Politique salariale
Conférence Salariale
Prévoyance
Assistante familiale
Congés menstruels
Questions diverses
CGT Sérafin PH

Sur la proposition de PV par NEXEM, de la CMP précédente du 26 novembre 2024, reçue la veille de l'instance, des modifications seront apportées par la CGT par voie électronique. Pour la CGT, cela donne une indication du faible intérêt que portent nos employeurs sur ce périmètre conventionnel.

CGT fait lecture de sa déclaration liminaire qui sera soutenue par les OS et reprise dans les débats.

Politique salariale

La CGT fait état de la dégradation des conditions de travail du secteur. Elle insiste sur le fait que les négociations doivent se faire ici, au niveau des conventions collectives existantes et structurées.

Nous proposons de nouveau une augmentation du point suivant les recommandations de l'Organisation patronale à ses adhérents concernant les budgets prévisionnels, avec une valeur de point à 4,24.

NEXEM n'a pas le mandat pour négocier en CMP, mais lors des négociations BASS.

Dialogue de sourds, monologue patronal, qui ne convainc plus personne autour de la table. NEXEM essaiera de se retrancher et se justifier par l'attente du budget de la Sécurité sociale, et de la conférence salariale dont le calendrier, lié aux instances politiques gouvernementales, est complètement bousculé et incertain pour une date limite au 1^{er} mars.

Le sujet des 183 euros a encore été un point de tension.

Assistants familiaux

La CGT, avec FO, a dénoncé le non-respect de la loi Taquet.

L'Organisation Patronale a renvoyé la question à la BASS, ce qui a provoqué l'indignation des syndicats.

Congés menstruels

Les syndicats ont plaidé pour des congés menstruels, soulignant l'importance de la santé et de nouveaux droits pour les salariées féminines. NEXEM a déclaré ne pas avoir de mandat pour cela, renvoyant la question au niveau local, à l'entreprise.

Prévoyance

La CGT rappelle le rôle de la prévoyance, elle est souscrite pour se protéger et protéger ses proches en cas de perte de revenus due à un accident ou une maladie.

La CGT insiste sur l'importance de maintenir un niveau élevé de notre régime de prévoyance pour les salarié-es dans notre Convention Collective 66-CHRS. Cela inclut les garanties collectives pour les incapacités, invalidités, dépendances et décès, ainsi que les prorogations salariales pour les arrêts maladie — franchise de 90 jours d'absence continue ou discontinue — et bien sûr les niveaux de cotisations.

Cela fait partie du Bloc 1 de la négociation collective, d'ordre commun, non dérogeable, elle est le pilier majeur de notre protection sociale collective.

Cette dernière demeure le seul objet sur lequel NEXEM concède encore une marge de négociation dans ce périmètre conventionnel, de respect du paritarisme. L'entente avec les assureurs se matérialisant par la signature d'un Protocole Technique et Financier ainsi qu'un protocole de gestion, définis par l'accord-cadre révisable tous les 5 ans. Le processus se matérialise par la publication d'un avis de mise en concurrence auprès des compagnies d'assurance. Cet appel d'offres permettra de négocier et de régler équitablement en CMP 66/CHRS notre régime commun de prévoyance.

Nos contrats arrivent à échéance au 31/12/2025. Sur la période quinquennale actuelle, ils seraient à 99 %, conjoncturellement excédentaires. 4 à 6 mois sont nécessaires pour lancer et avancer sur les appels d'offres.



Condition sine qua non et préalable, afin de sécuriser le régime pour un potentiel accord entre assureurs, Organisations syndicales et Organisation patronale.

Au vu de la complexité de la procédure, des délais et lieux de négociation dans notre CCNT existante et structurée, la délégation CGT a relancé sans relâche lors de séances précédentes pour que la CMP 66 - CHRS puisse s'emparer de ce sujet. Les refus successifs de l'employeur prennent tout leur sens ce jour, par la réponse suivante :

Une prorogation d'un an, à iso des modalités des contrats, en attendant un régime de mutualisation au niveau de la BASS dans le cadre des blocs de négociation CCUE.

Donc un PTF à signer dans le périmètre conventionnel, dont les modalités de mise en place seraient à négocier dans la CCUE... Quid de l'appel d'offres ? À quel endroit ?

Selon Nexem, chantre de la confusion, la CGT doit insister lourdement, la réponse est claire : « *Certainement pas dans le périmètre conventionnel, part aucun moyen !* » Une prorogation dont l'employeur chercherait à extraire des parties de sa substance ? À en détourner le sens ?

Prorogation organisée ou pas par NEXEM, dont la délégation CGT interroge fortement la réponse de l'employeur sur l'impossibilité de négocier les appels d'offres sur le périmètre conventionnel.

Ne serions-nous pas confrontés à un délit d'entrave concernant les attributions et fonctions de la CMP 66/ CHRS ?

L'employeur se gardera bien de répondre à cette question. Il l'a renvoyée au ministère du Travail dont son représentant était absent ce jour ! Mais son empressement pour obtenir une signature ou une intention de signature ou un « accord de principe » se heurtera au strict respect de notre Organisation CGT : « *Ça passera par les voies classiques consultatives, dans notre Organisation Syndicale* ».

Avec la CGT, l'ensemble des organisations syndicales n'a pas pu obtenir des conditions de sécurité et de garanties, nécessaires et suffisantes, de la part de l'Organisation patronale concernant le devenir de notre régime de prévoyance à 5 ans. NEXEM se disant claire, tente de nous faire avaler tout et son contraire, semant la confusion tout au long de ce point.

La délégation CGT n'entend pas en rester là, et reviendra, à la prochaine CMP du 20 mars, avec force et détermination pour porter haut et fort la défense de notre protection sociale et de notre régime mutualisé de prévoyance.

La CGT appelle à se joindre à toutes actions organisées en cette année des 80 ans de notre sécurité sociale, pour préserver et poursuivre les travaux d'Ambroise Croizat. Comme il nous alertait : « *Attention, camarades, le patronat ne désarme jamais* ». Un visionnaire, ou juste un réaliste, conscient que nous sommes ancrés dans un « antagonisme fondamental et des conflits d'intérêts entre salarié·es et patronat, entre besoins et profits », (Titre 1 art 1 des Statuts confédéraux 51^{ème} congrès.).

En question diverse

Par un temps contraint par l'employeur, il a été laissé peu de place à la CGT pour soulever la question de la réforme Séraphin-PH. Nous nous sommes exprimés et le sujet fera l'objet d'un point particulier à la prochaine séance.

Conclusion

La réunion a été marquée par de fortes tensions et des désaccords entre les délégations des Organisations syndicales et la représentante de nos employeurs, ce qui laisse présager des négociations difficiles à venir.

Aussi, pour essayer de remédier à ce blocage systématique de négociations, dont le chapitre politique salariale, L'UFAS interpelle notre Organisation patronale, par une mise en demeure sur la question salariale.

Aussi, portez vos revendications dans vos syndicats, puis, par tous les moyens, auprès de l'employeur. Faisons de chaque mobilisation du 1^{er} avril 2025 sur tout le territoire, l'expression de notre « ras-le-bol », de nos revendications diverses et variées, d'un progrès social.

